

SEMAINE TERMINÉE LE 5 JUIN 2026

**Carol Schleif, CFA, SASB-FSA**  
Stratège en chef du marché

## Profil d'une bulle (faut-il s'inquiéter?)

« Au bout de six mois, la télévision finira pas désintéresser tous les marchés qu'elle pénètre. Les gens se laisseront rapidement de regarder une boîte de contreplaqué tous les soirs. »

- Darryl F. Zanuck, célèbre réalisateur hollywoodien et cofondateur de 20th Century Fox

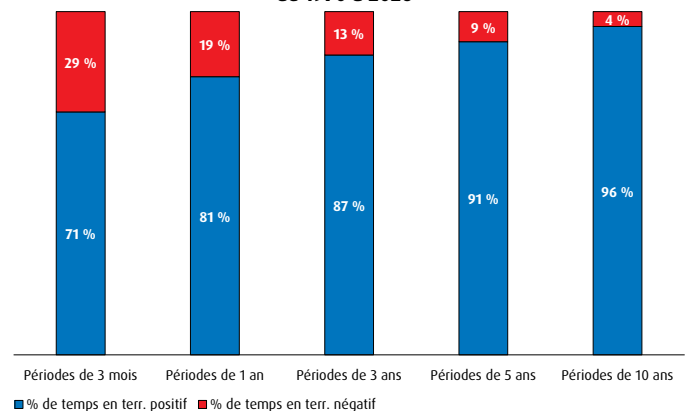
**Le fil conducteur :** Les actions ont encore battu des records cette semaine, exacerbant les craintes d'une bulle imminente. Les comparaisons avec l'essor d'Internet dans les années 1995-2000 se multiplient, mais il y a des différences marquées avec cette époque. Nous comparons les deux périodes et en soulignons les différences, afin de mettre en évidence la base fondamentale solide de la progression actuelle, ainsi que les facteurs susceptibles dans le même temps d'attiser la volatilité des marchés.

## La menace d'un éclatement de la bulle

Alors que la plupart des indices boursiers nord-américains se sont envolés vers des sommets historiques, la réaction des investisseurs est contrastée. D'un côté, ils ont **peur de rester** sur un marché qui n'en finit pas de monter, malgré les nombreuses entraves (inflation, tarifs douaniers, choc énergétique mondial). Bien entendu, ce n'est pas l'ascension elle-même qui suscite des craintes, mais la manière dont une bulle précédente s'est terminée : un repli du marché qui, en trois ans, a effacé plus du tiers de la valeur du S&P 500 et les trois quarts de la valeur du NASDAQ. D'un autre côté, les investisseurs ont **peur de sortir** du marché et de rater l'occasion d'accroître les profits non réalisés.

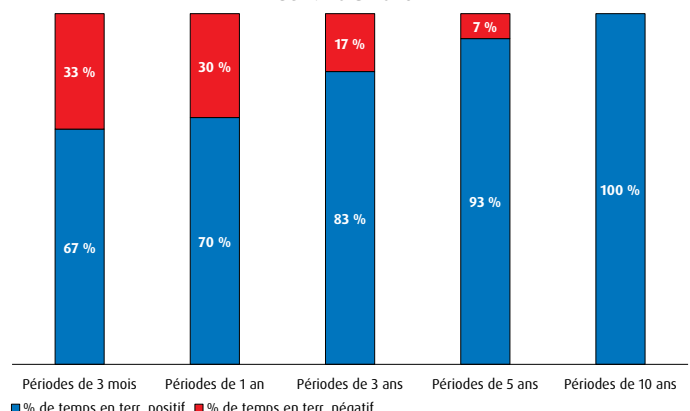
Commençons par une mise au point : *l'atteinte de nouveaux sommets est la norme et non l'exception*. Les rendements sur un an sont positifs plus des deux tiers du temps et de bons résultats sont plus probables sur les périodes plus longues. Bien que nos amis de la conformité insistent pour que nous vous rappelions que « le rendement passé n'est pas garant des résultats futurs », la tendance a toujours été en faveur des investisseurs à long terme. **Environ 60 % du temps, le marché frôle ou bat des sommets records.**

Pourcentage de fois où l'indice S&P 500 a été en territoire positif, de 1970 à 2026\*

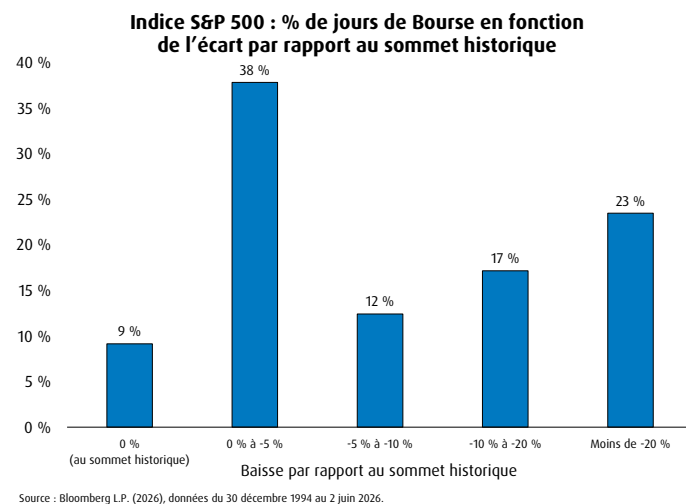
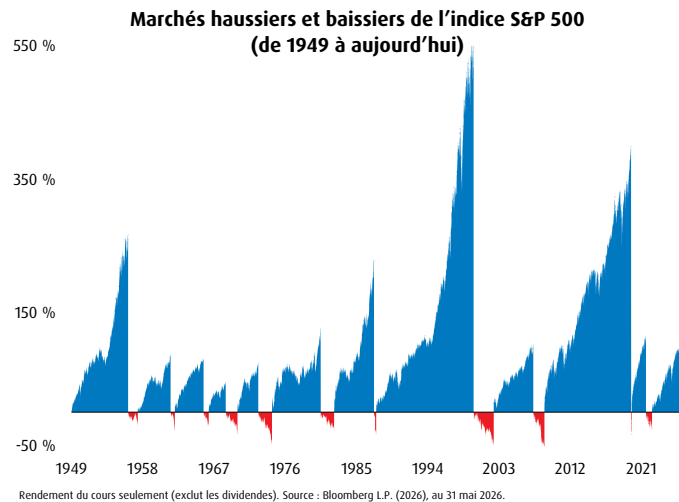


\* Représente les rendements totaux de l'indice S&P 500 sur des périodes mensuelles mobiles du 30 janvier 1970 au 31 mai 2026  
Source : Bloomberg L.P. (2026)

Pourcentage de fois où l'indice S&P/TSX a été en territoire positif, de 1970 à 2026\*



\* Représente les rendements totaux de l'indice S&P/TSX sur des périodes mensuelles mobiles du 30 janvier 1970 au 31 mai 2026  
Source : Bloomberg L.P. (2026)



## Marchés et économies ne sont pas synonymes

Il peut être difficile de distinguer les manchettes alarmistes des facteurs susceptibles d'influencer les marchés. La période de présentation des bénéfices du premier trimestre, qui est presque terminée, en est un excellent exemple. Malgré une nouvelle guerre, un choc énergétique, un changement dans les droits de douane et des coûts des intrants plus élevés que prévu (inflation), les résultats globaux ont été étonnamment solides : les revenus ont augmenté de 11 % et les bénéfices, de 27 %. La hausse des bénéfices a fait monter les actions sans expansion importante des ratios, car les attentes de bénéfices futurs se sont également accrues.

Il est également important de se rappeler que **la composition des divers indices diffère nettement de l'économie sous-jacente**. Prenons l'indice S&P 500, composé à moins de 20 % du secteur de la consommation, alors que la consommation des ménages génère près des deux tiers de l'activité économique. L'état de la consommation domine les manchettes, mais son incidence sur les indices est assurément beaucoup plus modeste que les bouleversements technologiques en cours. Les titres des secteurs des technologies et des services de communications représentent maintenant plus de 50 % de l'étalon. De même, au Canada, les services financiers et les matières premières constituent plus de la moitié de l'indice S&P/TSX. Bien que ces secteurs soient importants pour l'économie canadienne, leur poids au sein de l'indice diffère considérablement de leur apport au commerce.

## Quelques différences avec le passé

Maintenant que nous avons souligné les raisons techniques et fondamentales qui expliquent la vigueur des marchés, voyons quelques-uns des nombreux éléments qui distinguent la situation actuelle des bulles précédentes :

- La taille et l'ampleur de l'expansion technologique éclipsent toutes les autres**, y compris la construction du chemin de fer ou du réseau routier des États-Unis (*Perspectives – stratégie hebdomadaire : le meilleur des mondes*). Dans un premier temps, l'activité a principalement été axée sur le développement et l'amélioration des capacités de productivité, par exemple, la construction de centres de données pour héberger l'infonuagique, entraîner les modèles d'IA et exécuter des requêtes. La capacité des centres de données est limitée et fait l'objet de liste d'attente. C'est le contraire de la première vague d'Internet : la majeure partie de l'épine dorsale de départ (la fibre optique) a été mise en place, malgré la pénurie initiale d'utilisateurs finaux et de la demande. Une partie du réseau de fibre optique et de la capacité de calcul a été inutilisée pendant des années, tandis que les sociétés étaient surendettées, à forte intensité de capital et non rentables.
- La demande des utilisateurs finaux s'accroît au même rythme**, voire plus rapidement que la construction. Entre 1995 et 2000, Internet a été une nouveauté, freiné par l'accès commuté, la lenteur et une puissance de traitement très coûteuse. L'infrastructure pour en faciliter l'adoption n'existait pas. Il a fallu attendre dix ans après l'éclatement de la bulle pour que le premier iPhone soit lancé, ce qui a facilité l'adoption et l'utilisation généralisée.
- Une poignée de sociétés technologiques bien nanties et bien établies génère la majeure partie des activités de construction**. Elles affichent des bilans sains, des flux de trésorerie abondants et des marges élevées. Leurs investissements sont motivés par la volonté existentielle de se surpasser les unes les autres et d'assurer une supériorité technologique par rapport à des concurrents clés comme la Chine. Par le passé, les bilans comportant peu d'actifs (faible endettement, peu d'immobilisations) disposaient d'une marge de manœuvre pour s'endetter, tandis que la structure d'exploitation et les marges pouvaient soutenir l'expansion massive de capital. Les chefs des finances surveillent la situation de près, en laissant entrevoir des plans plus réalistes, des combinaisons créatives de financement public et privé, et une réorientation et un recentrage des plans visant à optimiser le rendement du capital investi. On est loin de l'époque de la bulle technologique, où le capital-risque affluait librement et où les valorisations devaient être fondées sur des vues et des clics, puisque les bénéfices (ou les revenus dans certains cas) manquaient à l'appel.
- Le financement par capital-risque est resté maîtrisé** – Un autre groupe de sociétés, des innovateurs en IA comme OpenAI, Anthropic et Perplexity, a pris de l'expansion grâce à un financement substantiel en capital privé. Leur forte demande qu'engendre l'adoption par les utilisateurs finaux les fait progresser rapidement vers la rentabilité et la maturité. Des centaines, voire des milliers, de sociétés bien établies figurent dans des portefeuilles de capital-risque, en attendant le moment propice à la sortie (que ce soit au moyen d'un PAPE ou de fusion et d'acquisition). À ce jour, les PAPE et les fusions et acquisitions n'ont pas vraiment alimenté la progression des marchés publics, contrairement à ce qu'on a vu à l'époque de la bulle technologique.
- Les valorisations baissent à chaque cycle de bénéfices** – Si l'on utilise les sept magnifiques comme indicateur des titres de fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle, par exemple, leurs actions ont gagné plus de 300 %, contre 85 % pour le S&P, depuis novembre 2022, lorsque ChatGPT a été lancé. Les bénéfices globaux du groupe ont *plus* que triplé au cours de la même période.

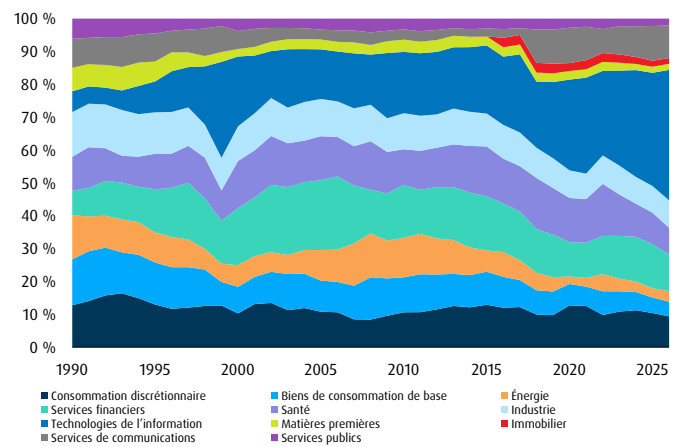
- **Les sociétés ont plus d'une corde à leur arc** – Bon nombre des fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle d'aujourd'hui se préparent déjà à la prochaine grande innovation. IBM et Nvidia élaborent des puces quantiques. HPE, Dell, AAPL et d'autres travaillent sur l'avancement des ordinateurs personnels et d'autres équipements (lunettes virtuelles, colliers, anneaux) qui soutiennent le traitement sur place.

## Ce qui pourrait s'avérer difficile

Mis à part les données fondamentales positives et les principales différences par rapport à la première bulle Internet, nous surveillons plusieurs facteurs qui pourraient entre temps attiser la volatilité ou poser un risque lié au secteur :

- **Les nouveaux PAPE doivent être absorbés** – Le PAPE SpaceX prévu dès la semaine prochaine bat des records de nombreux égards, de la taille de l'offre à la capitalisation boursière implicite, en passant par la gouvernance et le montant énorme réservé aux investisseurs individuels (par rapport aux investisseurs institutionnels). Les fournisseurs d'indices (p. ex., NASDAQ et Russell) envisagent des façons d'accélérer l'inclusion dans divers indices, pour qu'elle prenne quelques jours plutôt que quelques mois. N'importe lequel de ces éléments pourrait créer de la volatilité sur les marchés lorsque la négociation débutera et qu'un ensemble différent d'acheteurs, vendeurs et actionnaires interagira. Les indices et les FNB spécialisés devront être repositionnés pour absorber l'offre. On ne sait pas d'où proviendront les fonds pour financer les achats. Certains observateurs croient que le récent repli des cryptomonnaies est une source potentielle.
- **La surveillance réglementaire est complexe** – En début de semaine, le président Donald Trump a émis un décret indiquant que les nouveaux grands modèles de langage de pointe devront d'abord être soumis à un examen préalable du gouvernement. À ce jour, le Congrès n'a pas été en mesure de se prononcer sur la législation numérique, laissant aux États et aux municipalités le soin d'adopter un ensemble de règles, de règlements et de moratoires très disparates sur tout un tas de sujets, de l'accès des enfants aux médias sociaux à la suspension des projets de construction de centres de données. La Floride poursuit OpenAI et Sam Altman. Le Colorado a adopté une loi sur l'utilisation de l'IA dans les décisions d'embauche et des moratoires sur les centres de données seront soumis au vote dans plusieurs États. L'absence de cadre réglementaire uniforme pourrait empêcher les équipes de direction de se concentrer sur l'innovation et l'avenir.
- **Tout ce que vous dites (à un assistant virtuel) pourrait être et sera utilisé contre vous devant un tribunal** – Les entreprises et les consommateurs agissent rapidement pour explorer, adapter et adopter de nouvelles technologies. Cependant, comme l'ont montré la robotisation et l'automatisation des usines ainsi que les véhicules autonomes, il faut du temps pour résoudre les bogues et intégrer la technologie aux lois, aux règles et aux structures.
- **La peur de l'IA grandit** – Nous constatons une résistance à l'IA et à la technologie en général – (qui progresse plus rapidement que ce que le cerveau humain peut suivre). Attendez-vous à ce que les politiciens des deux côtés aggravent le débat philosophique en lançant des messages alarmistes pour gagner des votes.
- **Le financement par emprunt augmente** – Cependant, comme les entreprises étaient sous-endettées au départ, il demeure raisonnable jusqu'à présent. À long terme, nous pourrions voir des pressions sur les bilans et les marges lorsque l'intensité en capital augmentera et que les coûts pour la soutenir réapparaîtront.
- **La réglementation mise en place après les replis précédents du marché pourrait être assouplie** – Un assouplissement semblable des règles s'est produit avant l'éclatement de la bulle technologique et la crise financière mondiale.
- **La résistance contre les centres de données s'accroît** – Selon certaines estimations, près de la moitié des projets annoncés ont été annulés, redistribués ou refusés, un soubresaut ou un ralentissement important des dépenses pourrait faire longer les marchés. Nvidia et d'autres tentent peut-être déjà subtilement de résoudre ce problème en modifiant les protocoles relatifs aux segments de déclaration et en mettant l'accent sur d'autres domaines comme les processeurs, les ordinateurs personnels et les unités de traitement quantique.
- **La composition de l'indice a changé au fil du temps** – Cela rend difficile la comparaison avec les périodes précédentes et signifie également que beaucoup de choses dépendent du sort d'une poignée de titres.

Pondérations des secteurs du S&P 500



## Répercussions pour les investisseurs

### Nous comprenons. Les sommets inégalés des marchés font peur.

Pour notre cerveau qui aime les tendances, naviguer en territoire inconnu est frustrant (ou inquiétant). **Souvent, les prévisions, comme celle de M. Zanuck au sujet de la viabilité à long terme du temps d'écran à la télévision, ne se matérialisent pas. Par conséquent, il est préférable de se fier aux données fondamentales observées.** La première bulle Internet (marché) a éclaté parce que les bases fondamentales étaient fragiles. Celles qui existaient (p. ex., investissements dans la fibre) n'étaient pas en adéquation avec la demande naissante, une situation qui est entièrement inversée aujourd'hui.

Les transitions à long terme ne se produisent jamais en douceur ou en ligne droite. Compte tenu de leur ampleur, celles que nous connaissons sont susceptibles d'intensifier la volatilité, en particulier à l'approche de l'été, une saison habituellement calme durant laquelle les mesures fondamentales sont moins fréquentes. La prochaine période de publication des résultats aura lieu dans six semaines et le Congrès est à quelques semaines de la relâche. *Des politiciens en fin de mandat combinés aux élections de mi-mandat feront en sorte que les manchettes régresseront et que les campagnes de salissage commenceront. Ne vous souciez pas du brouhaha et gardez le cap sur le potentiel à long terme.*

## Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, *analyste principal*

George Trapkov, *CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille*

### Cette semaine

**Des lueurs d'espoir pour le secteur manufacturier aux États-Unis** – Cette semaine, l'Institute for Supply Management (ISM) et S&P Global ont publié des rapports qui évaluent la vigueur du secteur manufacturier américain en mai. Les indices du secteur manufacturier des deux fournisseurs ont enregistré une solide amélioration d'un mois à l'autre; les données globales ont atteint leurs niveaux les plus élevés depuis le printemps 2022, tout comme l'inflation du coût des intrants. Dans les deux sondages, la vigueur des nouvelles commandes et de la production a été accompagnée d'une certaine amélioration de l'emploi. S&P Global a attribué la récente vigueur à l'accumulation de stocks, ce qui reflète les préoccupations soutenues des clients au sujet de l'incidence du conflit au Moyen-Orient sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les deux rapports ont fait état d'un ralentissement continu des délais de livraison des fournisseurs. Un autre facteur potentiel est que les importateurs pourraient tirer parti du taux tarifaire actuel de 10 % prévu à l'article 122 avant que l'administration Trump n'impose de nouveaux droits de douane en vertu des articles 232 et 301 cet été. **Lors d'une récente conférence du secteur industriel sur la vente, les équipes de direction des sociétés ont exprimé leur désaccord quant au discours sur l'accumulation de stocks et ont fait valoir que le secteur en était aux premières étapes d'un cycle de croissance.** En même temps, les sociétés participantes ont mis en évidence les contraintes croissantes de la chaîne d'approvisionnement et l'accélération des pressions sur les coûts. Certains commentaires des répondants au sondage ISM ont souligné les préoccupations liées aux événements économiques et géopolitiques, à la résilience de la chaîne d'approvisionnement, à la hausse des coûts du carburant et à la disponibilité des semi-conducteurs et des matériaux critiques. L'indice ISM du secteur manufacturier est maintenant en territoire d'expansion depuis cinq mois consécutifs, mais la durabilité du cycle demeure un sujet clé de débat.

**La confiance des chefs de la direction aux États-Unis subit des pressions** – Le plus récent sondage trimestriel du Conference Board auprès de 141 dirigeants de grandes sociétés a révélé que l'indice de confiance du deuxième trimestre est passé de 59 au premier trimestre à 47. Le point de vue des chefs de la direction à l'égard de leurs propres secteurs a également affiché une tendance à la baisse dans le sondage du deuxième trimestre. Dans une entrevue accordée à CNBC, le vice-président du conseil des affaires, Roger Ferguson, Ph. D., a déclaré que l'inflation s'est avérée plus persistante que prévu et que les espoirs de nouvelles réductions de taux de la Réserve fédérale en 2026 diminuent. Les principales préoccupations des chefs de la direction comprenaient le risque lié à la cybersécurité, la géopolitique, les prix de l'énergie, les contraintes de la chaîne d'approvisionnement et le fait de prendre du retard dans la course à l'IA. Dans la section des questions spéciales, plus de la moitié des chefs de la direction ont indiqué qu'ils ne croyaient pas que l'IA transformerait fondamentalement leurs secteurs d'activité, et la plupart d'entre eux anticipaient la nécessité de perfectionner leur main-d'œuvre pour faire progresser l'adoption de l'IA. Malgré les nuages qui se profilent à l'horizon, **les attentes en matière de dépenses en immobilisations sont demeurées relativement stables.** Lors d'une téléconférence distincte du groupe d'experts avec les chefs de la technologie de grandes entreprises la semaine dernière, les dépenses continues en IA ont été mentionnées comme l'une des raisons pour lesquelles les plans d'investissement sont restés résilients.

**Le déficit commercial du Canada augmente** – Le déficit du compte courant du Canada a atteint 7,2 milliards de dollars canadiens au premier trimestre, après un déficit de 1,0 milliard de dollars canadiens au quatrième trimestre. L'élargissement du déficit commercial des biens a alimenté la détérioration dans un contexte d'incertitude tarifaire importante. Le déclenchement de la guerre en Iran à la fin de février a marqué un changement dans les flux commerciaux en faisant grimper les prix des principales exportations canadiennes, en particulier l'énergie, en mars. Les prix élevés du pétrole continueront de soutenir les exportations de marchandises durant le deuxième trimestre. Par ailleurs, l'amélioration de l'excédent commercial des services est attribuable au commerce (en grande partie à la hausse des exportations de services financiers) et aux services de voyage. Les investissements directs étrangers au Canada ont chuté à 22,0 milliards de dollars au premier trimestre, principalement dans les secteurs de l'énergie et des mines. Parallèlement, les investissements directs des sociétés canadiennes à l'étranger ont bondi à 39,2 milliards de dollars. Cela s'est traduit par une sortie nette des investissements directs étrangers de 17,2 milliards de dollars, soit la troisième sortie au cours des quatre derniers trimestres. Bien que le choc des prix de l'énergie soutienne les flux commerciaux au Canada à court terme, le compte courant demeure sous pression, tandis qu'une incertitude importante persiste en matière de commerce et de droits de douane.

**Le marché de l'emploi américain demeure résilient** – C'est le principal point à retenir des rapports sur l'emploi publiés cette semaine par le Bureau of Labor Statistics et ADP. Les employeurs ont affiché 7,6 millions d'offres d'emploi en avril, selon l'enquête sur les emplois vacants et le roulement de la main-d'œuvre (JOLTS) de mardi. Le nombre de postes vacants a augmenté de 731 000 d'un mois à l'autre et le chiffre d'avril était bien supérieur aux prévisions consensuelles de Bloomberg, qui s'établissaient à 686 000. Bien que le chiffre global ait été positif, les employeurs ont mis du temps à pourvoir les postes vacants et les employés n'étaient pas encore convaincus que l'herbe était plus verte ailleurs. Le ratio des postes disponibles par rapport aux chercheurs d'emploi a dépassé un pour la première fois depuis juin 2025. Malgré une augmentation du nombre d'emplois disponibles, le taux d'embauche est passé de 3,4 % en mars à 3,2 %. Le taux de démission est quant à lui passé de 2,0 % en mars à 1,9 %. ADP a signalé une amélioration des activités d'embauche dans le secteur privé en mai. Les employeurs ont ajouté 122 000 emplois au cours du mois et l'embauche a été généralisée du point de vue de la taille des entreprises et du marché final. L'économiste en chef d'ADP, Nela Richardson, Ph. D., a déclaré : « Le marché de l'emploi continue de montrer un élan soutenu à l'approche de la saison estivale d'embauche. » La stabilité soutenue du marché de l'emploi a un effet négatif : les investisseurs estiment désormais qu'il n'y a pratiquement aucune chance que la Réserve fédérale réduise les taux en 2026, tandis que les probabilités de hausses des taux ont encore augmenté en raison de ces deux nouvelles données.

**Le PIB canadien enregistre une récession technique** – Le PIB réel du Canada a chuté à un taux annualisé de 0,1 % au premier trimestre, ce qui est bien en deçà des attentes consensuelles et inférieur à l'estimation provisoire d'une croissance de 1,5 %; il s'agissait de la deuxième baisse trimestrielle consécutive. L'économie s'est contractée au cours de trois des quatre derniers trimestres, et le PIB réel a reculé de 0,1 % au dernier trimestre par rapport à il y a un an. La faiblesse du premier trimestre est en grande partie attribuable à une baisse surprise des dépenses et des investissements du gouvernement. Les dépenses de consommation se sont bien comportées, progressant de 1,5 %, tandis que les investissements des entreprises continuent d'éprouver des difficultés, se contractant de 3,2 %. Dans l'ensemble, ces données sur le PIB devraient avoir l'effet d'une douche froide pour ce qui est des hausses de taux, car l'économie n'est vraiment pas en mesure de faire face à des taux plus élevés.

## La semaine prochaine

La Banque du Canada prendra une décision en matière de taux et tiendra une conférence de presse mercredi. Aux États-Unis, la publication de données sur l'inflation des consommateurs et des producteurs ainsi que de quelques indices de confiance est prévue. Le lancement officiel du PAPE de SpaceX est prévu pour vendredi.

**Lundi 8 juin** – Rien de prévu

**Mardi 9 juin** – Indice d'optimisme de la NFIB, balance commerciale et stocks de gros aux États-Unis | Balance commerciale au Canada

**Mercredi 10 juin** – Indice des prix à la consommation et rapports connexes, et dépenses fédérales aux États-Unis | Décision sur les taux et conférence de presse de la Banque du Canada

**Judi 11 juin** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi et rapports sur l'indice des prix à la production aux États-Unis | Permis de construction au Canada

**Vendredi 12 juin** – Confiance des consommateurs pour juin et PAPE de SpaceX à la bourse NASDAQ aux États-Unis | Utilisation de la capacité, ventes de véhicules et de gros au Canada

## Fiche des données au 3 juin 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 3 juin 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	7 554	-0,3 %	10,9 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	26 854	-0,4 %	15,8 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	50 687	-0,6 %	6,2 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	5 088	0,0 %	18,3 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	34 802	0,1 %	10,8 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 536	-0,5 %	8,8 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	983	2,1 %	28,2 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,2 %	0,1 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		-0,2 %	-0,2 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		-0,3 %	0,4 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		-0,2 %	1,5 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,2 %	0,8 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,1 %	1,6 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,1 %	1,2 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		0,0 %	1,7 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'état						
	3 juin 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,50 %	4,44 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,43 %	3,41 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,93 %	4,81 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	3,03 %	2,94 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,63 %	2,66 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 3 juin 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	99,53	0,6 %	1,2 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,72 \$	-0,7 %	-1,2 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	64 913,69 \$	-11,8 %	-25,9 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 434,81 \$	-2,3 %	2,7 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	96,02 \$	9,9 %	67,2 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

\* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2500<sup>MD</sup>** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit la performance d'environ 2 500 sociétés à petite et moyenne capitalisation sur le marché boursier américain.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'état et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

<sup>1</sup> U.S. AI Data Center Delays: 7 GW Capacity Crisis [2026] (en anglais seulement)